

au profit du capital financier privé ». Ainsi, on ne centraliserait pas trop le système de distribution. Les moyens pratiques pour la réalisation de cette nationalisation seraient une législation ad hoc permettant à l'Etat de transférer à l'Institut de Crédit les titres nécessaires pour s'assurer une influence dans la direction des grands organismes bancaires. Ces rachats de titres se feraient évidemment, ou à l'amiable, ou par des mesures d'expropriation indemnisées par cet Institut. Le personnel des organismes bancaires ne serait pas visé, si, bien entendu, il offre une collaboration « loyale et dévouée ». Et, enfin, comme organe central de direction du secteur nationalisé du crédit serait envisagée la création d'un commissariat financier relevant directement du pouvoir législatif.

Deux idées centrales méritent une certaine attention dans l'argumentation de De Man : 1° L'Etat, représentant du bien commun ; 2° L'Institut de Crédit, liaison entre l'Etat et les banques.

L'idée essentielle du capitalisme, comme nous le savons déjà, est, dans la période actuelle, de mobiliser autour de l'Etat toutes les classes de la société. Il s'agit évidemment là d'une tendance congénitale à la classe dirigeant l'Etat pour maintenir sa domination. Cependant, pour le capitalisme, elle s'exprime sous une forme particulière, puisque la concentration, la centralisation de la vie économique sont appelées à se diriger non vers la bourgeoisie, mais à se déverser dans la révolte de la force sociale issue de ce processus économique : le prolétariat. Pour subsister, la bourgeoisie passe à l'offensive et effectue, au nom de ses intérêts, la concentration active des forces sociales de la société autour des objectifs qui lui sont spécifiques. Cette concentration ne peut se faire qu'en modifiant radicalement la fonction du prolétariat seulement possible par le super-renforcement de l'Etat capitaliste jusqu'à l'installer au cœur même des masses, ce qui signifie, d'une part, contrôle direct de l'Etat sur les exploités par l'accroissement des moyens de répression fournis par les classes opprimées elles-mêmes, la suppression de leurs organisations, et, d'autre part, drainage des prolétaires derrière l'Etat « représentant de l'intérêt commun ».

Cette concentration des forces sociales ne peut cependant s'effectuer que sur la base d'une fusion complète entre les monopoles bancaires et industriels — pour lesquels le plan prévoit du reste la création de Consortium — et l'appareil d'Etat ainsi renforcé. Ce qui signifie que le développement des forces de production obligent le capitalisme à situer désormais l'arène où se solutionnent ses contradictions spécifiques **uniquement** dans la guerre impérialiste pour la conquête de nouveaux débouchés et que, de ce fait, toutes les branches de la production doivent être rattachées à l'Etat **directement** ; le degré de développement de l'économie ayant plus ou moins annulé les possibilités de concurrence entre elles et déterminé leur fusion plus ou moins complète. L'Institut de Crédit paraît correspondre à cette tendance capitaliste en même temps qu'il semble pouvoir être un instrument de soutien des branches travaillant à perte.

Mais, en soi, la nationalisation du crédit, tant qu'on laisse subsister le pouvoir de l'Etat capitaliste, nous paraît être bien plus une pauvre fumisterie qu'une conception scientifique. Au point de vue réel, elle représente une tentative pour mettre à la disposition du capitalisme le prolétariat qui, selon le plan, devra soutenir tout renforcement de l'Etat et sa liaison avec le capital financier en exigeant uniquement de pouvoir participer à se travail afin que l'Etat puisse vraiment exprimer les intérêts de la « Nation ». A défaut de toute action, l'idéologie confuse, incompréhensible de la nationalisation du crédit, permettra toujours au réformisme de chloroformer les travailleurs afin de donner la possibilité au capitalisme de développer victorieusement toutes ses manœuvres.

VERS LA PROSPERITE...

Le second point du plan se propose « de soumettre l'économie nationale ainsi réorganisée à des directives d'intérêt général tendant à l'élargissement du marché intérieur en vue de résorber le chômage et de créer les conditions d'acheminement vers une prospérité économique accrue ». Ces directives seraient en l'occurrence :

1° Une politique de crédit favorisant spécialement les branches d'économie qu'il conviendra de développer pour la réussite du plan.

2° Une politique de prix (lutte contre les exactions monopolistes, etc...) tendant à la stabilisation des profits agricoles, industriels et commerciaux.

3° Une politique de travail (réduction durée du travail, normalisation des salaires par un régime contractuel légal du travail : reconnaissance syndicale, commissions paritaires, conventions collectives, minimum de salaire).

4° Une politique monétaire. — Reconnaissance de l'U.R.S.S. — intégration du Congo à l'économie nationale nouvelle, etc., etc... Et, pour finir, une politique fiscale visant à décharger le commerce et l'industrie et une politique d'assurances sociales basée sur les cotisations suffisantes des assujettis et de leurs employeurs.

C'est ici que la démagogie la plus sotte, la plus grossière, s'exprime savamment. Il suffirait donc de pratiquer une politique de crédit pour déterminer une reprise de la production. Or, cette politique devrait, avant tout, porter sur les branches essentielles de la production : charbon, acier, rails, électricité, etc., dont la monopolisation permet la nationalisation et dont le fonctionnement à plein rendement peut assurer le succès du plan. Mais il se fait que ces branches ne sont rentables qu'à la condition de fonctionner pleinement. Et, précisément, ces industries — particulièrement dans un pays comme la Belgique qui vit, essentiellement, de ses exportations industrielles — produisent en fonction du marché mondial. D'autre part, les industries légères et de consommation ne peuvent augmenter leur demande en fournitures sur le marché intérieur du fait même de la décroissance de la consommation individuelle déterminée à son tour, d'une part, par la diminution du capital variable (salaires) par rapport au capital constant, et, d'autre part, par le manque de débouchés extérieurs entraînant une utilisation très réduite de ce dernier. Par conséquent, une politique de crédit peut, tout au plus, représenter une aide de l'Etat à des industries nationales afin de leur permettre de résister à la concurrence étrangère.

Seulement, une reprise de la production — impossible sur la base d'un accroissement de la consommation sur le marché intérieur, car cela supposerait le contentement bénevole du capitalisme pour augmenter le capital variable par rapport à la plus-value — déterminée par une demande extérieure, pourrait attirer des investissements dans ces branches fondamentales, en même temps que représenter la possibilité de réembaucher des salariés, d'augmenter les salaires individuels et, par là, d'accroître la consommation du marché intérieur. A défaut de cette reprise, le capitalisme ne peut que réduire ses frais de revient, perfectionner ses moyens de production, afin de pouvoir résister à la concurrence et, par là, il crée les conditions — grâce au manque de débouchés, au rétrécissement de la consommation intérieure — où la reprise est impossible sans intervention militaire des différents impérialismes.

Toutes les directives du plan, une fois démontré l'impossibilité de liquider les contradictions fondamentales du capitalisme, sans le liquider lui-même, procèdent d'une désir « d'épaté », de convaincre par l'étalage de mots pseudo scientifiques au d'affirmations aussi stupides que dépourvues de signification. Ainsi, stabilisation des profits, politique monétaire, intégration du Congo à l'économie nationale, autant de mots lancés pour impressionner plutôt que pour expliquer une orientation. Il est vrai que De Man est le père du « mysticisme social », que son intention est de créer des idées-forces. Et, en promettant de liquider le chômage, un peu à la façon démagogique du fascisme, en lançant un programme économique incompréhensible, contradictoire, utopique et réactionnaire, il pense pouvoir orienter les masses vers les objectifs réels du capitalisme. Un seul point des directives correspond pleinement à ces objectifs. C'est celui qui vise à relier les syndicats à l'Etat, à empêcher, par un réseau légal et obligatoire de commissions mixtes et d'arbitrages, tous les conflits de classe. Cette pratique, fort en honneur parmi les réformistes, n'est cependant pas encore légale. Ici De Man se rencontre avec les démocrates-chrétiens qui, eux, déjà en 1932 avaient posé pareille revendication pour étouffer dans l'œuf toute tentative de lutte. Dans l'ensemble, les objectifs du capitalisme sont au-delà de ce point et le plan De Man en tient sagement compte.